



an						a/a
Datum						
Visa						
EDA						
Ref. p. A. 21. 31.						

RP No. 26 - NA/fw

Madrid, le 14 avril 1981

Les risques d'un nouveau golpe

Source: Un financier étranger s'occupant de fabrication d'armements. X est en contact suivi avec de nombreux officiers supérieurs espagnols et paraît avoir de bonnes relations avec des membres de la famille royale. Je ne peux garantir la sûreté de ses informations mais elles méritent considération.

Ne pas reproduire la première partie intitulée "Les propos de mon informateur" dans le Bulletin.

I

Les propos de mon informateur

1) La mentalité de l'armée

La solde des officiers est insuffisante, et le projet de loi qui devrait pratiquement la doubler traîne depuis longtemps au parlement. Il en résulte un très net mécontentement.

Mais, en plus de cette question de gros sous assez facilement remédiable, la plupart des officiers sont, comme il est de notoriété publique, effrayés par le développement du statut des autonomies. Ils y voient la désagrégation de l'Espagne, et ils seraient résolus à y mettre un frein.

D'autre part, ils ne comprendraient rien au processus démocratique et considéreraient que le parlement n'est qu'une assemblée de bavards, qui ne cessent d'ailleurs de se tirer dans les jambes.

Enfin, ils seraient d'un anti-communisme viscéral et n'ajouteraient aucune foi aux propos si modérés et si raisonnables de Santiago Carrillo. Son rôle sanguinaire à Madrid pendant la guerre civile lui colle à la peau.

Toujours d'après X, les capitaines et les commandants seraient encore plus virulents que les généraux. Ils prétendraient ne pas être des nostalgiques du franquisme, ne pas regarder en arrière, mais au contraire en avant, vers l'avenir que le régime actuel compromettrait.



- 2 -

2) La chute de Suarez

X m'en donne une version qui correspond grosso modo à celle qu'un de mes collaborateurs a entendue d'une autre source. La voici:

Un certain nombre de généraux auraient demandé audience au Roi et lui auraient dit que Suarez, en négociant avec les parlementaires basques et catalans pour asseoir sa majorité, avait pris des engagements qui mettaient en péril l'unité du pays. Par ailleurs, ses hésitations et ses louvoiements étaient inadmissibles.

Juan Carlos aurait alors convoqué Suarez et l'aurait laissé seul en présence des généraux. Ceux-ci lui auraient fait part, en termes très crus, de leurs griefs.

Après cette entrevue tumultueuse, le Roi aurait reçu Suarez et lui aurait déclaré: "Haz lo que te dé la gana". "Fais ce qu'il te chante, fais ce qui te paraît bon". Devant l'absence de soutien du monarque, Suarez aurait alors décidé de se retirer.

Cette version, pour douteuse qu'elle soit, expliquerait la mystérieuse phrase prononcée par Suarez lors de son discours télévisé, annonçant sa démission:

"Je ne veux pas que le système démocratique de coexistence soit une fois de plus mis entre parenthèse dans l'histoire de l'Espagne". (cf mon RP No. 7).

3) La démocratie surveillée

L'armée aurait donné un délai de quelques mois à Calvo-Sotelo pour qu'il remette le char de l'Etat sur la bonne voie et, avant tout, pour qu'il donne un coup d'arrêt au processus autonome.

Au cas où, à ses yeux, il n'y parviendrait pas, elle serait prête à balayer le gouvernement et à prendre elle-même les choses en main.

Les officiers assurent qu'ils sont presque unanimes, qu'au moins 80 % d'entre eux auraient la même opinion: dès lors, ils croient qu'ils pourraient réussir l'opération sans effusion de sang; pour certains, il serait même possible de laisser subsister le parlement, mais en le privant de tout pouvoir effectif. Ils pensent que la population admettrait le fait accompli.

4) Le rôle du Roi

Juan Carlos aurait déclaré à ses proches que, si un nouveau coup avait lieu, il serait dirigé, non pas contre le Congrès ou la Présidence du gouvernement, mais contre la Zarzuela, sa résidence.

Cette fois-ci, il ne pourrait pas agir comme il l'avait fait le 23 février car, "dans la mesure où les rapports qu'on lui remet sont exacts, tout le corps des officiers serait derrière les rebelles; en résistant, il déclencherait une guerre civile, dont il ne veut à aucun prix".

Je ne sais pas ce que vaut ce récit. Mais il est certain que le Roi a dit aux hommes politiques qu'ils ne devaient pas croire qu'il serait toujours à même de jouer le "Deus ex machina" et que c'était à eux qu'il incombait de faire en sorte qu'un nouveau golpe ne se reproduise pas. C'est d'ailleurs évident. La constitution ne donne au souverain que de très faibles compétences et c'est miracle que le 23 février il ait été en mesure de redresser la situation.

5) L'attitude des socialistes

X m'apprend, pour conclure, que des dirigeants socialistes auraient pris contact récemment avec des militaires de haut rang, afin de sonder leurs intentions. Ils leur auraient posé toute une série de questions:

- Que feraient-ils si un gouvernement de coalition se constituait?
- Comment réagiraient-ils en présence d'un gouvernement présidé par un socialiste?
- Quelles seraient les garanties qu'ils exigeraient?
- Quelles seraient les lois ou les dispositions qu'ils voudraient voir adoptées? etc. etc.

Les officiers se seraient bornés à prendre note de ce questionnaire et auraient refusé de donner la moindre réponse.

- 4 -

II

Autres symptômes de malaise

Ce que X m'a rapporté est fort inquiétant. Est-ce vraisemblable? Oui, si on le rapproche d'autres symptômes du malaise qui, lui, est indéniable.

Tout d'abord, de la pastorale des évêques basques (voir mon RP No. 25) qui exprime tant d'inquiétude sur la position et les ambitions de l'armée.

Ensuite, d'une petite phrase que m'avait dite, lors d'une soirée, le Capitaine général de la Région de Madrid: "En 1936, la guerre civile avait éclaté parce que l'armée était divisée. Si elle avait été unie, le peuple aurait admis la prise du pouvoir par Franco". Or, aujourd'hui, les officiers mécontents se croiraient suivis par le 80 % au moins de leurs compagnons d'armes...

Enfin, d'un article de José María de Areilza, paru dans le "País" du 9 avril. Le texte m'a beaucoup impressionné, car Areilza, Ministre des affaires étrangères du premier gouvernement de la monarchie, ancien ambassadeur, et candidat actuellement à la Présidence de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, est une personnalité de premier plan, connue pour sa modération et son sens des nuances. Voici ce qu'il écrit:

"Nous sommes en train d'assister en Espagne à la fermeture d'un cercle. Petit à petit, nous approchons de l'épisode final d'un retour en arrière. Un jour, si nous n'y prenons pas garde, nous trouverons de nouveau au point de départ, c'est-à-dire au kilomètre zéro de la transition".

Et de citer: l'apathie des citoyens, l'apparition systématique de campagnes d'intoxication, le silence qui plane sur l'enquête ouverte contre les auteurs du coup du 23 février, la réapparition en position éminente de personnages qui, lors du golpe, ont joué un rôle trouble (je ne sais pas qui il vise), la furieuse colère suscitée par la pastorale des évêques basques "causée en dernière analyse par sa claire allusion au golpisme latent et au péril de nous trouver bientôt dans une démocratie avec accompagnement de gendarmes".

Et que dire des menaces qui pèsent sur la liberté de presse au cas où le Sénat approuverait la modification du code pénal si malencontreusement votée par le Congrès des députés (Areilza avait été le seul, avec deux

- 5 -

autres parlementaires de tout autre bord, à s'opposer à cette mesure, qui vise certes les journaux d'extrême droite et d'extrême gauche, mais qui pourrait aussi s'appliquer à n'importe quel périodique). "Le retour en arrière va vite, et des brèches s'ouvrent constamment dans l'édifice péniblement élevé depuis 1976 pour convertir la dictature en démocratie, et le système personnel autoritaire en monarchie constitutionnelle et parlementaire". Certes, pense Areilza, dans ce processus, des erreurs monumentales ont été commises. "Mais corriger ces fautes ne peut en aucun cas signifier un retour à la dictature comme certains secteurs le préconisent et le tentent maintenant. Il n'existe ni ne fonctionne nulle part dans le monde un système intermédiaire de démocratie sous tutelle". Et Areilza de souligner que l'immense majorité du peuple ne veut ni être enrégimentée ni être soumise à la terreur de qui que ce soit. Un récent sondage d'opinion a révélé que le pourcentage de ceux qui approuvaient le coup du 23 février était minuscule.

Aucun des problèmes du pays ne pourrait être résolu par un régime minoritaire despotique. Et en politique extérieure, ce serait bien pire. "Un coup d'état triomphant à Madrid serait un atout décisif pour l'expansionnisme soviétique par la complication et le désarroi qu'il sèmerait parmi les alliés atlantiques".

"Peut-on éviter le retour au point zéro? Oui, à condition de voir le péril et de désarmer les éventuels éléments de subversion".

"Ce qui est écrit ici, et qui est élémentaire, beaucoup de gens le pensent en Espagne, encore qu'ils se taisent par prudence ou par peur".

Un homme de la stature d'Areilza, et aussi averti, n'aurait pas publié un tel article s'il n'était sincèrement inquiet. C'est ce qui m'amène à penser que dans leur substance, si non dans leurs détails, les informations d'X doivent être prises au sérieux.

III

Il est assez invraisemblable que l'Espagne soit si inquiète, que tant de gens évoquent la possibilité d'une prise de pouvoir par l'armée.

En effet, comme je l'ai souvent rapporté, la population, dans son ensemble, est en faveur du régime.

- 6 -

Sans ferveur il est vrai, puisqu'il y a tant d'abstentions lors des consultations électorales, mais aussi sans animosité. L'extrême droite n'a qu'un siège au parlement, et aucun sondage ne révèle qu'elle progresse. Tous les partis nationaux font profession de foi démocratique, y compris les communistes, tous les leaders sont modérés et raisonnables, et Santiago Carrillo est le plus pondéré de tous.

Au point de vue social, la crise économique et la montée constante du chômage n'amènent pas de troubles. Les syndicats revendiquent mais sans sortir des normes. Il y a des grèves, mais par secteurs, et elles ne sont pas interminables.

On décèle partout une volonté de dialogue et d'entente, parce que chacun se rend compte que la crise est générale et qu'elle ne peut être surmontée que par un effort commun.

Le problème des autonomies pourrait être un facteur de division, surtout parce qu'il se présente très différemment en Catalogne et au Pays basque que dans le reste du pays. Pour la plus grande partie de la Péninsule, il ne s'agit en fait que d'une décentralisation administrative; pour les deux régions sus-mentionnées, il faut aller plus loin en raison de facteurs historiques, linguistiques, culturels et économiques. Mais même en Catalogne, et même au Pays basque, les grands partis régionaux sont modérés et animés d'une volonté constructive. Ils ne sont pas séparatistes, loin de là.

Ne reste donc comme question d'extrême gravité et pour l'instant insoluble, que le terrorisme de l'ETA. Mais il ne devrait pas déboucher sur un soulèvement basque, vu l'isolement de ce mouvement et l'irréalisme de ses revendications.

Alors, pourquoi est-on tellement inquiet? A cause de l'armée, ou plus exactement du corps des officiers qui n'est pas intégré au secteur civil. C'est, là aussi, assez extraordinaire car ces officiers sont de bons espagnols, issus de la classe moyenne, dévoués, courageux; la plupart d'entre eux ne sont pas animés d'une ambition personnelle autre que professionnelle, ils n'aspirent pas à des prébendes, à des privilèges particuliers, ils ne songent pas à s'emplier les poches.

Mais ils ont une conception mythique de l'Etat, ils rêvent à l'Espagne un peu comme de Gaulle rêvait à la France, et ils ne comprennent pas le mécanisme du système

- 7 -

démocratique. Ils ne sont pas aussi primaires que le Colonel Tejero, l'auteur du coup du 23 février, qui vient de publier une profession de foi touchante de naïveté, mais ils ne doivent pas en récuser l'essence.

Or ces officiers disposent des armes, le peuple n'en a pas, et il n'existe aucune organisation de caractère militaire qui ne dépende pas d'eux, à l'exception de la Police nationale dont les effectifs sont trop faibles pour qu'elle puisse entrer en ligne de compte.

Autrement dit, si l'armée, c'est-à-dire les trois armes et la Garde civile, est unie, et il semble qu'elle le soit, elle peut s'emparer du pouvoir en un tournemain.

La contre-force pourrait résider dans la classe ouvrière, si elle était prête à déclencher une grève générale à la première menace de pronunciamiento. C'est ce qui s'est passé au Venezuela, après la chute de Pérez Jiménez, alors que colonels et généraux tentaient à tour de rôle, tous les trois mois, un soulèvement militaire. La mobilisation instantanée des syndicats les a chaque fois paralysés.

On ne voit rien de tel se dessiner en Espagne. Les leaders paraissent trop modérés pour envisager une réaction de masse, le peuple lui-même est trop apathique pour le faire spontanément.

Cela s'explique. Si la gauche préparait une contre-action, on le saurait, l'armée en aurait connaissance et prendrait les devants.

Le traumatisme de la guerre civile est encore trop présent pour que des hommes responsables engagent le pays sur un chemin qui conduirait à la renaissance des deux Espagnes, renaissance qui ne serait d'ailleurs pas justifiée par l'attitude de la droite traditionnelle, la quelle joue très honnêtement le jeu démocratique, dans son intérêt, car elle n'aurait rien à gagner d'une dictature, et tout à perdre de l'isolement où elle plongerait l'Espagne.

Le danger vient donc exclusivement des militaires d'une part, de l'ETA de l'autre, dont l'antagonisme augmente les motivations réciproques et qui, à force de se relancer la balle, risquent de déclencher l'explosion.

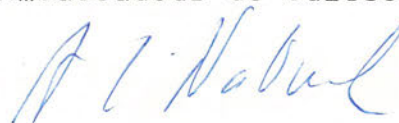
La crainte de la guerre civile, ou plutôt la volonté latente de ne pas voir renaître un tel drame, a permis une transition pacifique et sereine.

- 8 -

Aujourd'hui, cette crainte semble jouer en faveur d'une éventuelle aventure militaire, personne n'étant prêt à jouer le tout pour le tout, afin de la contrer. Elle devient ainsi un motif d'encouragement pour les golpistes potentiels qui pensent n'avoir pas à risquer une réaction violente.

Il ressort de cette analyse que les officiers disposeraient de l'instrument voulu pour instaurer un système autoritaire. Mais du fait qu'un coup d'état soit réalisable, ne découle pas qu'il aura lieu. Car, ainsi que je l'ai écrit dans mon rapport No. 18, il ne suffit pas de s'emparer du pouvoir, il faut encore savoir qu'en faire. Un primaire comme le Colonel Tejero n'avait pas cette préoccupation. Mais peut-elle être absente de l'esprit des chefs des trois armes qui devraient coopérer pour parvenir à leurs fins? Et ceux qui auraient assez de clairvoyance pour envisager les conséquences d'un golpe, n'auraient-ils pas assez d'influence sur leurs compagnons d'armes pour les dissuader d'une entreprise sans issue politique?

L'Ambassadeur de Suisse:



(A.-L. Natural)